

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

11 DÉCEMBRE 1947.

11 DECEMBER 1947.

PROJET DE LOI

relatif à une allocation compensatoire
de la hausse des loyers.

WETSONTWERP

houdende toekenning van een vergoeding
tot compensatie van de stijging der huurprijzen.

PROPOSITION DE LOI

modifiant l'article 10 de la loi du 31 juillet 1947
portant des dispositions exceptionnelles et temporaires
en matière de baux à loyer.

WETSVOORSTEL

tot wijziging van artikel 10 der wet van 31 Juli 1947
houdende tijdelijke uitzonderingsbepalingen in zake
huishuur.

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 31 juillet 1947
sur les baux à loyer.

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de wet van 31 Juli 1947
betreffende de huishuur.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)
PAR M. HOSSEY.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DE HEER HOSSEY.

MESDAMES, MESSIEURS,

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Au moment où la loi du 31 juillet 1947 en matière de
baux à loyer, qui devait dans toute la mesure du possible

Op het ogenblik dat de wet van 31 Juli 1947 betreffende
de huishuur, die voor zover dit enigszins mogelijk is de

(1) Composition de la Commission : MM. Joris, président;
Carton de Wiart, Charloteaux, Charpentier, De Gryse, De Riemaec-
ker-Legot (M^{me}), du Bus de Warnaffe, Héger, Lambotte, Maes,
Oblin, Philippart. — Bohy, Collard, Craeybeckx, Gruselin, Hossey,
Soudan. — Demany, Terfve. — Janssens (Charles), Van Glabbeke.

Voir :

71 : Projet de loi,
7 et 57 : Propositions de loi.

(1) Samenstelling van de Commissie : de heren Joris, voorzitter;
Carton de Wiart, Charloteaux, Charpentier, De Gryse, De Riemaec-
ker-Legot (Mevr.), du Bus de Warnaffe, Héger, Lambotte, Maes,
Oblin, Philippart. — Bohy, Collard, Craeybeckx, Gruselin, Hossey,
Soudan. — Demany, Terfve. — Janssens (Charles), Van Glabbeke.

Zie :

71 : Wetsontwerp.
7 en 57 : Wetsvoorstellen.

améliorer les divers intérêts en présence, allait entrer en vigueur, il est apparu que l'espérance de l'abaissement du coût de la vie escompté ne s'était pas réalisé par suite de circonstances imprévues et indépendantes de la volonté du Gouvernement. Dans ces conditions, il devenait normal et légitime d'envisager de prendre de nouveau des mesures exceptionnelles en faveur des locataires et des propriétaires de condition modeste, victimes de cette situation.

C'est ainsi que deux propositions de loi, l'une émanant de M. Terfve, l'autre de MM. Housiaux et consorts, ainsi qu'un projet de loi, furent déposés sur le bureau de la Chambre pour essayer de remédier aux inconvénients de la mise en application pure et simple de la majoration des loyers dès le 1^{er} janvier 1948.

Les deux propositions et le projet ayant trait à la même matière, votre Commission de la Justice a estimé opportun de les joindre pour la discussion. Elle les a examinés dans l'ordre chronologique de leur dépôt.

1. — Proposition de loi de M. Terfve.

L'auteur de la proposition justifie celle-ci. Il déclare qu'il est dès à présent établi que le coût de la vie n'aura pas diminué pour le 1^{er} janvier 1948, qu'au contraire il accusera une augmentation qui se manifeste déjà actuellement. Il signale que l'expérience a démontré qu'un nombre important de propriétaires se sont emparés de l'article 10 de la loi du 31 juillet 1947 pour faire pression sur leurs locataires et les obliger à accepter un accord, qui n'est libre qu'en apparence, en vue d'augmenter leur loyer.

M. Terfve propose d'amender son texte en y ajoutant une disposition venant en aide aux petits propriétaires.

Plusieurs membres de la Commission s'insurgent contre la proposition de M. Terfve qui, selon eux, bouleverse tout ce qui a déjà été réalisé depuis la mise en vigueur de la loi du 31 juillet 1947. Il n'est pas possible de modifier ces dispositions légales qui forment un tout et qui ont été votées par les Chambres en pleine connaissance de cause.

M. Terfve maintient cependant sa proposition et demande d'ajouter à l'article premier de la loi du 31 juillet 1947 un amendement ainsi conçu : « Les propriétaires, dont le revenu global soumis à l'impôt complémentaire personnel ne dépasse pas les 30.000 francs, seront exemptés de tout impôt foncier afférant aux immeubles dont le revenu cadastral ne dépasse pas 1.500 francs et dont le revenu réel ne dépasse pas le triple du revenu cadastral. »

La proposition de M. Terfve ainsi amendée est repoussée par 7 voix contre 2 et 3 abstentions.

verschillende betrokken belangen moest verzoenen, in werking ging treden, is gebleken dat de hoop op een spoedige vermindering van de levensduurte niet in vervulling is gegaan ten gevolge van onvoorziene omstandigheden, onafhankelijk van de wil van de Regering. In die omstandigheden, is het normaal en gewettigd, de mogelijkheid in overweging te nemen opnieuw uitzonderingsmaatregelen te nemen ten bate van de huurders en eigenaars met bescheiden inkomsten die slachtoffers zijn van die toestand.

Aldus werden twee wetsvoorstellen, het eerste van de heer Terfve en het tweede van de heren Housiaux c.s., alsmede een wetsontwerp, bij het bureau van de Kamer ingediend, om te pogen de bezwaren te verhelpen van de toepassing zonder meer, van 1 Januari 1948 af, van de verhoging van de huurprijzen.

Daar de twee voorstellen en het ontwerp betrekking hebben op hetzelfde onderwerp, heeft uw Commissie voor de Justitie het gepast geoordeeld, ze samen te behandelen. Zij heeft ze onderzocht in de chronologische orde van hun indiening.

1. — Wetsvoorstel van de heer Terfve.

De indiener rechtvaardigt zijn voorstel door te verklaren, dat het van nu af reeds vaststaat, dat de levensduurte niet zal verminderd zijn tegen 1 Januari 1948, maar dat integendeel de nu reeds merkbare verhoging nog zal toenemen. Hij wijst er op, dat de ondervinding heeft uitgewezen, dat vele eigenaars artikel 10 der wet van 31 Juli 1947 hebben te baat genomen om druk uit te oefenen op hun huurders en deze te verplichten te aanvaarden, een akkoord tot verhoging van hun huurprijs, dat slechts vrij is in schijn.

De heer Terfve stelt voor zijn tekst te wijzigen door er een bepaling aan toe te voegen waarbij de kleine eigenaars worden geholpen.

Verschillende leden van de Commissie keerden zich tegen het voorstel van de heer Terfve dat, volgens hen, alles omverwerpt wat sedert de inwerkingtreding van de wet van 31 Juli 1947 werd tot stand gebracht. Het is niet mogelijk wetsbepalingen die een geheel vormen, en die door de Kamers met volle kennis van zaken werden aangenomen, te wijzigen.

De heer Terfve handhaaft nochtans zijn voorstel en vraagt aan het eerste artikel van de wet van 31 Juli 1947 een amendement toe te voegen, waarvan de tekst luidt als volgt : « De eigenaars wier globaal inkomen, onderworpen aan de aanvullende personele belasting, niet meer bedraagt dan 30.000 frank, worden vrijgesteld van elke grondbelasting op de onroerende goederen waarvan het kadastraal inkomen niet hoger is dan 1.500 frank en waarvan het werkelijk inkomen niet hoger is dan het drievoud van het kadastraal inkomen. »

Het aldus gewijzigd voorstel van de heer Terfve wordt verworpen met 7 stemmen tegen 2 en 3 onthoudingen.

II. — Proposition de loi de MM. Housiaux et consorts.

M. Housiaux, qui assiste comme auteur de la proposition à la réunion de votre Commission de la Justice, tient à en présenter la justification,

La promesse faite par le Gouvernement de postposer l'augmentation des loyers si la baisse des prix ne se faisait pas sentir doit sortir ses effets. S'il propose d'accorder l'indemnité compensatoires aux propriétaires plutôt qu'aux locataires, c'est parce que les bons de compensation ont été mal accueillis par la population et qu'ils ont eu un effet déplorable tant au point de vue pratique que psychologique. En Flandre, on a appelé les bons de compensation « bons de compassion ». L'indemnité doit être versée au propriétaire modeste qui, pour pouvoir entretenir son immeuble, ne peut plus être atteint par le freinage des loyers. Quoi qu'en pense l'administration compétente, qui veut tout simplement échapper à un surcroît de besogne, l'indemnisation peut parfaitement se faire par une exonération de l'impôt foncier.

D'autre part, l'application de l'article 10 de la loi du 31 juillet 1947 a donné lieu à de nombreux abus. Des milliers d'accords ont été surpris par des propriétaires de mauvaise foi. Il faut absolument protéger les locataires qui ignorent leur droit, en exigeant l'entérinement des accords par le Juge de Paix. Sous ces réserves, l'article 10 doit être maintenu, parce qu'il est de nature à permettre d'en revenir le plus rapidement possible à la fixation des loyers au plus juste prix. Il doit l'être aussi pour qu'il permette aux parties de prolonger la durée de location et donne au propriétaire la possibilité d'effectuer les réparations nécessaires à son immeuble.

Beaucoup de Juges de Paix autorisent trop facilement et sans tenir compte de la portée des termes de la loi l'augmentation des loyers à 150 p. c., c'est pour cela qu'il est indispensable d'ajouter au § 5 de l'article 10 que le Juge a l'obligation de constater expressément dans son jugement les ressources et les charges des parties en cause.

Plusieurs membres marquent leur opposition à la proposition de M. Housiaux. D'abord pour une question de principe: il ne s'agit pas de voter des lois et d'en remettre les dispositions en discussion quelques mois après. De plus, il y a un nombre considérable de locataires qui peuvent sans se gêner payer la majoration admise.

Comme en définitive c'est le locataire qui va bénéficier de l'avantage de la proposition de loi, il serait logique que ce fût lui qui subisse les inconvénients de cet avantage et non le propriétaire. Il serait très difficile de déterminer la « modestie » du propriétaire. Il en est dont les revenus ne tolèrent pas la moindre réparation: leurs immeubles tombent en ruines.

II. — Voorstel van de heren Housiaux en consórtén.

De heer Housiaux die, in zijn hoedanigheid van indiener van het voorstel, de vergadering van uw Commissie bijwoont, houdt er van de toelichting er van voor te dragen.

De belofte van de Regering de verhoging van de huurprijzen uit te stellen, zo de daling van de prijzen zich niet deed gevoelen, moet haar uitwerking krijgen. Zó zij voorstelt de compensatievergoeding aan de eigenaars te verlenen veeleer dan aan de huurders, dan is dit omdat de compensatiebons door de bevolking slecht werden onthaald en, zowel van praktisch als van psychologisch standpunt uit, een betreurenswaardige uitwerking hebben gehad. In Vlaanderen heeft men de compensatiebons, « compassiebons » genoemd. De vergoeding dient gestort aan de eigenaar met bescheiden inkomsten die, om zijn onroerend goed te kunnen onderhouden, niet meer de gevolgen mag ondergaan van het remmen van de huurprijzen. Wat het bevoegd bestuur, dat eenvoudig aan een vermeerdering van werk wil ontsnappen, ook er over moge denken, is de toekenning van de vergoeding heel goed mogelijk door middel van vrijstelling van grondbelasting.

Anderzijds, heeft de toepassing van het eerste artikel van de wet van 31 Juli 1947 aanleiding gegeven tot talrijke misbruiken. Duizende overeenkomsten werden afgedwongen door eigenaars die te kwader trouw handelden. Het is volstrekt nodig de huurder die hun rechten niet kennen te beschermen door de bekrachtiging van de overeenkomst door de Vrederechter te eisen. Onder dit voorbehoud moet artikel 10 behouden, omdat het toelaten kan zo spoedig mogelijk terug te keren tot een billijk peil van de huurprijzen. Het dient tevens behouden, omdat het aan partijen toelaat de duur van de huur te verlengen en omdat het aan de eigenaar de mogelijkheid schenkt de onontbeerlijke herstellingen aan zijn onroerend goed uit te voeren.

Veel Vrederechters verlenen te gemakkelijk, en zonder rekening te houden met de draagwijdte van de bewoordingen van de wet, de machtiging om de huurprijs op 150 t. h. te brengen; om die reden is het dan ook onontbeerlijk aan § 5 van artikel 10 toe te voegen, dat de rechter verplicht is de inkomsten en lasten van iedere der betrokken partijen uitdrukkelijk in zijn vonnis vast te stellen.

Verscheidende leden verzetten zich tegen het voorstel van de heer Housiaux. Vooreerst om een principiële reden: het betaamt niet wetten aan te nemen en enkele maanden later de beschikkingen er van weer in bespreking te brengen. Bovendien, zijn er veel huurders die de toegestane verhoging gemakkelijk kunnen betalen.

Daar het uiteindelijk de huurder is die het voordeel van het wetsvoorstel zal genieten, zou het logisch zijn dat hij, en niet de eigenaar, de ongemakken van dit voordeel zou dragen. Het zou zeer moeilijk zijn de « bescheidenheid » van de eigenaar te bepalen. Er zijn er wier inkomsten niet toelaten ook maar de kleinste herstelling uit te voeren: hun onroerende goederen vallen in puin.

Il est fait observer à ce propos que tout le monde a reconnu que les propriétaires restent les seuls qui n'ont pas encore vu leurs ressources péréquâtées; l'augmentation de 70 p. c. du taux pratiqué au 1^{er} août 1939 est de loin insuffisante.

Il n'est pas possible de revenir sur les accords intervenus conformément à l'article 10 de la loi du 31 juillet 1947. Il ne faut pas généraliser les abus auxquels l'application de cet article a pu donner lieu. On peut néanmoins admettre qu'on prenne des précautions supplémentaires pour les éviter, de même que pour autoriser que le loyer soit porté à 150 p. c.

Un membre estime que le coût de la vie n'ayant pas baissé, les locataires ne peuvent en subir les conséquences. On ne peut réaliser des dispositions favorables à tout le monde. Le locataire malheureux est plus intéressant que le propriétaire même modeste qui a au moins l'avantage de conserver des immeubles accrus d'une plus-value incontestable. Il estime que l'exonération fiscale en faveur des petits propriétaires est très pratique et n'a pas le caractère antipathique des bons compensatoires. Les dispositions modifiant l'article 10 sont excellentes et devraient être retenues.

M. Housiaux répond aux arguments invoqués contre sa proposition. Il vaut mieux selon lui mettre les inconvénients à charge de l'administration que du public; c'est l'administration qui ristournera les sommes perçues en moins aux propriétaires. C'est l'influence des prix mondiaux qui a empêché la situation de s'améliorer; il n'y a donc rien d'illogique ou d'excessif à revenir sur la loi votée. L'optimisme était justifié mais il ne s'est pas réalisé; le Gouvernement doit être logique avec lui-même. La limitation de l'intervention à six mois tend à mettre en évidence qu'il faut en revenir le plus rapidement à la pratique du plus juste prix. Monsieur le Ministre demande à l'auteur de la proposition de ne pas insister pour l'ajournement de l'augmentation de 70 p. c. au 1^{er} juillet 1948. De nombreuses personnes qui peuvent payer seraient injustement déchargées de la majoration modérée. Les allocations doivent être accordés aux locataires. Ces derniers adresseront une requête au Juge de Paix et y joindront les quittances des derniers mois de 1947. Le Juge, après examen, pointerà et renverra les quittances aux locataires qui obtiendront ainsi la compensation. Les formalités sont réduites au minimum et la procédure est gratuite.

Certes, le système n'est pas parfait. Aucun ne pourrait l'être. Personne ne peut songer raisonnablement à envisager tous les cas particuliers.

Le mieux est donc de donner une indemnité compensatoire à ceux qui ne peuvent supporter l'augmentation de leur loyer. Il faut tenir compte que cette augmentation (70 p. c. du loyer au 1^{er} août 1939) est de l'ordre d'environ

In dit verband wordt er opgemerkt, dat iedereen het eens is om te erkennen, dat de eigenaars de enigen zijn wier inkomsten nog niet werden aangepast; de verhoging met 70 t. h. van de op 1 Augustus 1939 toegepaste huurprijzen is verre van voldoende.

Het is niet mogelijk terug te komen op overeenkomsten die overeenkomstig artikel 10 van de wet van 31 Juli 1947 werden gesloten. De misbruiken waartoe de toepassing van dit artikel aanleiding heeft kunnen geven dienen niet algemeen gemaakt. Men kan, evenwel, aannemen, dat aanvullende voorzorgen worden genomen om die misbruiken te vermijden, en tevens dat voor sommigen de huurprijs op 150 t. h. zou worden gebracht.

Een lid is van mening dat, daar de levensduurte niet is verminderd, de huurders daarvan de gevolgen niet kunnen dragen. Men kan onmogelijk beschikkingen uitwerken die voor allen gunstig zijn. De ongelukkige huurder verdient meer belangstelling dan de zelfs « bescheiden » eigenaar, die ten minste het voordeel geniet zijn onroerende goederen, die onbetwistbaar een meerwaarde hebben verkregen, te behouden. Hij is van oordeel, dat de fiskale vrijstelling ten bate van de kleine eigenaars een zeer praktische maatregel is, die niet zo onsympathiek aandoet als de compensatiebons. De bepalingen tot wijziging van artikel 10 zijn uitstekend en dienen aangehouden.

De heer Housiaux antwoordt op de tegen zijn voorstel ingebrachte opwerpingen. Volgens hem is het beter de ongemakken ten laste te leggen van de administratie dan van het publiek; het is het bestuur dat de te weinig geïnde sommen aan de eigenaars zal terugbetalen. Het is de invloed van de wereldprijzen die verhinderd heeft dat de toestand zou beteren; het is dus niet onlogisch of buitensporig op de aangenomen wet terug te komen. Het optimisme was gewettigd, maar de verwachting is niet in vervulling gegaan; de Regering dient consequent te blijven. De beperking van de tussenkomst tot een periode van zes maanden heeft ten doel duidelijk in 't licht te stellen, dat zo spoedig mogelijk dient teruggekeerd tot de toepassing van billijker prijzen. De Minister van Justitie vraagt aan de indiener van het voorstel niet aan te dringen op het uitstellen van de verhoging met 70 t. h. tot 1 Juli 1948. In dit geval zouden ook velen die kunnen betalen op onrechtvaardige wijze van de gematigde verhoging worden ontslagen. De vergoedingen dienen toegekend aan de huurders. Deze laatsten richten een verzoekschrift tot de Vrederechter en voegen er de kwijtbrieven bij van de laatste maanden van 1947. Na onderzoek, keurt de Rechter ze goed en stuurt ze terug aan de huurders die aldus de vergoeding bekomen. De formaliteiten zijn tot een minimum teruggebracht en de rechtspleging is kosteloos.

Zeker, het systeem is niet volmaakt; geen enkel zou dit ooit zijn. Niemand kan er redelijkerwijze aan denken alle bijzondere gevallen onder 't oog te zien.

Het beste is nog een compensatievergoeding toe te kennen aan hen die de verhoging van de huurprijs niet kunnen dragen. Er dient rekening mede gehouden, dat die verhoging (70 t. h. van de huurprijs op 1 Augustus 1939)

20 p. c. du loyer actuel et ne représente en moyenne, d'après les statistiques que 1 1/2 à 2 p. c. du budget des économiquement faibles.

Il n'y a pas d'obstacle sérieux à ce que le Juge expose la situation des parties dans les jugements permettant de porter la majoration à 150 p.c.

La discussion étant close, les deux premiers paragraphes de l'article premier de la proposition de M. Housiaux sont repoussés par 11 voix contre 2 et 2 abstentions.

Le § 3 est repoussé par 7 voix contre 7 et 1 abstention.

La première partie du § 4 est adoptée par 11 voix contre 3. La seconde partie dont le texte figure dans la loi du 31 juillet 1947 est adoptée à l'unanimité.

L'article 2 de la proposition de même que l'amendement de M. Terfve relatif à l'exonération de la contribution foncière sont repoussés par suite du rejet des §§ 1 et 2.

L'ensemble de la proposition est repoussé par 11 voix contre 2 et 2 abstentions.

III. — *Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers.*

M. le Ministre justifie le projet qui répond aux promesses qui ont été faites par le Gouvernement lors du vote de la loi du 31 juillet 1947. L'augmentation des loyers de 70 p. c. du prix du 1^{er} août 1939 doit restée acquise.

Le seul moyen d'aider ceux qui ne peuvent supporter la majoration par suite des circonstances économiques est de leur allouer une allocation compensatoire. Cette dernière est accordée aux petits locataires les plus frappés par l'augmentation. Dans la pensée du Gouvernement l'allocation doit être partielle et n'être accordée qu'à titre temporaire. Le régime ainsi instauré aura un caractère transitoire et constituera un palier d'un an après lequel la loi du 31 juillet sortira ses pleins effets.

L'allocation qui aura un caractère forfaitaire représente approximativement la moitié de la majoration imposée aux locataires les plus modestes.

Un membre de la Commission déclare qu'il ne pourra accorder un vote favorable à ce projet. Les justifications apportées par le Gouvernement sont insuffisantes. Ce projet ouvrira la voie à la fraude et à l'arbitraire.

Un autre membre pense que le Gouvernement s'engage dans un système dangereux. La compensation proposée est nettement insuffisante. Les bons de compensation sont eux-mêmes illusoires; le coût de la vie continuant à augmenter ils vont être simplement incorporés dans l'ensemble du bud-

onzeveer 20 t. h. bedraagt van de huidige huurprijs, en volgens de statistieken gemiddeld slechts 1 1/2 tot 2 t. h. vertegenwoordigt van het budget van de economisch zwakken.

Er is geen ernstig bezwaar tegen, dat de Rechter de toestand van partijen zou uiteenzetten in de vonnissen waarbij toelating verleend wordt de verhoging op 150 t. h. te brengen.

Daar de bespreking gesloten is, worden de eerste twee paragrafen van artikel 1 van het voorstel van de heer Housiaux verworpen met 11 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.

§ 3 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 7 en 1 onthouding.

Het eerste deel van § 4 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 3. Het tweede deel, waarvan de tekst voorkomt in de wet van 31 Juli 1947, wordt eenparig aangenomen.

Artikel 2 van het voorstel, alsmede het amendement van de heer Terfve betreffende de vrijstelling van grondbelasting, worden verworpen ingevolge de verwerping van §§ 1 en 2.

Het voorstel in zijn geheel wordt verworpen met 11 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.

III. — *Wetsontwerp houdende toekenning van een vergoeding tot compensatie van de stijging der huurprijzen.*

De heer Minister licht het ontwerp toe dat beantwoordt aan de door de Regering afgelegde belofte bij de aanneming van de wet van 31 Juli 1947. De verhoging van de huurprijzen met 70 t. h. van de prijs op 1 Augustus 1939 dient behouden.

Het enige middel om deze te helpen die de verhoging niet kunnen dragen, ingevolge de economische omstandigheden, bestaat er in hun een compensatievergoeding toe te kennen. Deze wordt toegekend aan de kleine huurders die het zwaarst door de verhoging worden getroffen. Volgens de opvatting van de Regering moet de vergoeding gedeeltelijk zijn en slechts tijdelijk worden verleend. Het aldus ingestelde regime zal slechts worden toegepast gedurende een overgangstermijn van 1 jaar, waarna de wet van 31 Juli 1947 haar volle uitwerking zal hebben.

De vergoeding, welke uit een vast bedrag bestaat, vertegenwoordigt ongeveer de helft van de aan de minst bemiddelde huurders opgelegde verhoging.

Een lid van de Commissie verklaart, dat hij zijn steun aan dit ontwerp niet kan verlenen. De beweegredenen die de Regering aanvoert, zijn onvoldoende. Dit ontwerp zal de deur openen voor bedrog en willekeur.

Een ander lid is van oordeel, dat de Regering de weg inslaat van een gevaarlijk stelsel; de voorgestelde vergoeding is kennelijk onvoldoende. De compensatiebons zelf hebben slechts een denkbeeldige waarde; daar de levensduurte steeds verhoogt, zullen zij eenvoudig worden opge-

get ménager indispensable. Ce qu'il importe de faire c'est de revoir l'ensemble d'une politique générale.

M. le Président fait observer que l'examen des deux propositions et du projet ayant trait au même objet a épuisé la discussion et propose de clore celle-ci. Il en est décidé ainsi.

A l'article premier, M. Harmel propose un amendement ainsi conçu :

« Les sommes de 300 et 200 francs mentionnées à l'article premier sont portées respectivement à 400 et 300 francs lorsque le locataire compte au 1^{er} janvier 1948 au moins deux enfants à charge. » L'article premier est adopté par 6 voix contre 2 et 5 abstentions.

L'amendement de M. Harmel est adopté par 9 voix contre 2 et 2 abstentions.

Le Gouvernement propose par amendement d'ajouter un article 1bis ainsi conçu :

« L'allocation sera octroyée par décision rendue sur requête par le juge de paix du lieu de la situation de l'immeuble et payée par l'intermédiaire de l'Administration Communale du même lieu ».

Cet amendement est adopté par 6 voix contre 3 et 4 abstentions.

Le gouvernement, par amendement, propose d'ajouter au projet un article nouveau ainsi conçu :

« Les dispositions de l'arrêté Royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont en tout ou en partie à charge de l'Etat, sont applicables en matière de requêtes déposées par application de l'article 3 ».

Il justifie cet amendement en signalant que l'allocation doit s'effectuer sous le contrôle judiciaire pour éviter toute fraude. Le meilleur juge est le Juge de paix, juge ordinaire des loyers.

Cet amendement est adopté par 6 voix contre 2 et 4 abstentions.

Le projet de loi amendé se présente comme suit :

nomen in de onontbeerlijke totale gezinsbegroting. Wat dient gedaan, is een algemene politiek in haar geheel te herzien.

De Voorzitter doet opmerken dat, daar de twee voorstellen en het ontwerp betrekking hebben op hetzelfde voorwerp, de bespreking geëindigd is en stelt voor deze te sluiten. Aldus wordt besloten.

De heer Harmel stelt op artikel één een amendement voor waarvan de tekst luidt als volgt :

« De in artikel 1 vermelde bedragen van 300 en 200 fr. » worden onderscheidenlijk gebracht op 400 en 300 fr. » wanneer de huurder op 1 Januari 1948 ten minste twee » kinderen ten laste heeft. » Het eerste artikel wordt goedgekeurd met 6 stemmen tegen 2 en 5 onthoudingen.

Het amendement van de heer Harmel wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 2 en twee onthoudingen.

De Regering stelt bij amendement een artikel 1bis voor dat luidt als volgt :

« De vergoeding wordt toegekend bij een beschikking » die op verzoekschrift wordt verleend door de vrederechter » ter van de localiteit waarin het onroerend goed gelegen » is en wordt uitbetaald door bemiddeling van het gemeentebestuur van die localiteit ».

Dit amendement wordt aangenomen met 6 stemmen tegen 3 en 4 onthoudingen.

De Regering stelt bij amendement voor, aan het ontwerp een nieuw artikel toe te voegen, waarvan de tekst luidt als volgt :

« De bepalingen van het Koninklijk besluit van 31 Mei » 1933 betreffende de verklaringen te doen in verband » met de subsidies, vergoedingen en toelagen van elke » aard, die geheel of ten dele ten laste van de Staat zijn, » zijn van toepassing in zake de op grond van artikel 3 » ingediende verzoekschriften. »

Zij rechtvaardigt dit amendement door er op te wijzen, dat de toekenning van de vergoeding moet geschieden onder gerechtelijke controle, ten einde elk bedrog te vermijden. De beste rechter is de Vrederechter, de gewone rechter in zake huurprijzen.

Dit amendement wordt aangenomen met 6 stemmen tegen 2 en 4 onthoudingen.

De tekst van het aldus gewijzigd ontwerp luidt als volgt :

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION.

ARTICLE PREMIER.

Une allocation forfaitaire est accordée pour l'année 1948 à tout preneur de bail à loyer, qui subit l'effet des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 10 de la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, et dont le loyer mensuel visé à l'alinéa 1^{er} de l'article 10 ne dépassait pas, au 31 décembre 1947 :

1^o la somme de 300 francs, lorsqu'il s'agit d'immeubles ou de parties d'immeubles situés dans les agglomérations visées à l'article 2, paragraphe 2.

2^o la somme de 200 francs, lorsqu'il s'agit d'immeubles ou de parties d'immeubles situés en dehors de ces agglomérations.

L'allocation est de 360 francs dans le premier cas, et de 240 francs dans le second.

ART. 2.

Les sommes de 300 francs et 200 francs mentionnées à l'article premier sont portées respectivement à 400 et 300 fr. lorsque le locataire compte au premier janvier 1948 au moins deux enfants à charge.

ART. 3.

L'allocation sera octroyée par décision rendue sur requête par le juge de paix du lieu de la situation de l'immeuble et payée par l'intermédiaire de l'Administration Communale du même lieu.

ART. 4.

Le Roi déterminera les modalités d'exécution de la présente loi, y compris les modalités de preuve de la qualité du bénéficiaire.

ART. 5.

Les dispositions de l'arrêté Royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont en tout ou partie à charge de l'Etat, sont applicables en matière de requêtes déposées par application de l'article 3.

**

Par 6 voix contre 3 et 4 abstentions, votre Commission de la Justice a adopté l'ensemble de ce projet.

Le Rapporteur,
J. HOSSEY.

Le Président,
L. JORIS.

TEKST VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

EERSTE ARTIKEL

Een forfaitaire vergoeding wordt voor het jaar 1948 toegekend aan elk huurder die een huurovereenkomst heeft, welke de gevolgen ondervindt van de bepalingen van alinea 2 van artikel 10 der wet van 31 Juli 1947 houdende uitzonderingsbepalingen in zake huishuur, en waarvan de bij alinea 1 van artikel 10 bedoelde maandelijkse huurprijs, op 31 December 1947, niet meer bedroeg dan :

1^o de som van 300 frank, wanneer het onroerende goederen of gedeelten van onroerende goederen geldt die gelegen zijn in de agglomeraties welke in artikel 2, paragraaf 2, zijn bedoeld;

2^o de som van 200 frank, wanneer het onroerende goederen of gedeelten van onroerende goederen geldt die buiten die agglomeraties gelegen zijn.

De toelage bedraagt 360 frank in het eerste geval en 240 frank in het tweede geval.

ART. 2.

De in artikel 1 vastgestelde bedragen van 300 en 200 fr. worden onderscheidenlijk op 400 en 300 frank gebracht, wanneer de huurder op 1 Januari 1948 ten minste twee kinderen ten laste heeft.

ART. 3.

De vergoeding wordt toegekend bij een beschikking die op verzoekschrift wordt verleend door de vrederechter van de localiteit waarin het onroerend goed gelegen is en wordt uitbetaald door bemiddeling van het gemeentebestuur van die localiteit.

ART. 4.

De Koning bepaalt de toepassingsmodaliteiten van deze wet, alsmede de modaliteiten van de bewijslevering van de hoedanigheid van de belanghebbende.

ART. 5.

De bepalingen van het Koninklijk besluit van 31 Mei 1933 betreffende de verklaringen te doen in verband met de subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard, die geheel of ten dele ten laste van de Staat zijn, zijn van toepassing in zake de op grond van artikel 3 ingediende verzoekschriften.

**

Het ontwerp in zijn geheel werd door uw Commissie voor de Justitie aangenomen met 6 stemmen tegen 3 en 4 onthoudingen.

De Verslaggever,
J. HOSSEY.

De Voorzitter,
L. JORIS.